

**CONDITIONS DEFINITIVES
TITRES DE MOINS DE 100.000 EUROS**

CONDITIONS DEFINITIVES EN DATE DU 4 janvier 2016

Amundi Finance Emissions

Emission de 100.000.000 Euros de Titres CA Oblig Immo (Février 2016)
garantis par Crédit Agricole S.A.

dans le cadre du Programme d'Emission d'Obligations de 10.000.000.000 d'euros

Le Prospectus de Base mentionné ci-dessous (tel que complété par les présentes Conditions Définitives) a été préparé en prenant pour hypothèse, sauf dans la mesure prévue au sous paragraphe (ii) ci-dessous, que toute offre de Titres faite dans tout Etat Membre de l'Espace Economique Européen ayant transposé la Directive Prospectus (chacun étant dénommé l'"**Etat Membre Concerné**") le sera en vertu d'une dispense de publication d'un prospectus pour les offres de Titres, conformément à la Directive Prospectus, telle que transposée dans l'Etat Membre Concerné. En conséquence, toute personne offrant ou ayant l'intention d'offrir des Titres ne pourra le faire que :

(i) dans des circonstances ne faisant naître aucune obligation pour l'Emetteur ou tout Agent Placeur de publier un prospectus en vertu de l'article 3 de la Directive Prospectus ou un supplément au prospectus conformément à l'article 16 de la Directive Prospectus ; ou

(ii) dans les Pays en Offre au Public mentionnés au Paragraphe 29 de la Partie A ci-dessous, à sous réserve que cette personne soit l'une des personnes mentionnées au Paragraphe 29 de la Partie A ci-dessous et que cette offre soit faite pendant la Période d'Offre spécifiée à cet effet dans ce même paragraphe.

Ni l'Emetteur ni aucun Agent Placeur n'ont autorisé ni n'autorisent la réalisation de toute offre de Titres dans toutes autres circonstances.

L'expression "**Directive Prospectus**" désigne la Directive 2003/71/CE du Parlement Européen et du Conseil en date du 4 novembre 2003, telle que modifiée.

PARTIE A – CONDITIONS CONTRACTUELLES

Les termes utilisés dans les présentes Conditions Définitives ont la signification qui leur est donnée dans le chapitre intitulé “*Modalités des Titres*” du prospectus de base en date du 3 septembre 2015 et le premier supplément au Prospectus de Base en date du 13 novembre 2015 qui constituent ensemble un prospectus de base (le “**Prospectus de Base**”) au sens de la Directive 2003/71/CE du Parlement Européen et du Conseil en date du 4 novembre 2003, telle que modifiée (la “**Directive Prospectus**”).

Le présent document constitue les Conditions Définitives des Titres qui y sont décrits au sens de l’article 5.4 de la Directive Prospectus et doit être lu conjointement avec le Prospectus de Base. L’intégralité des informations relatives à l’Emetteur, au Garant et à l’offre des Titres se trouvent dans les présentes Conditions Définitives lues conjointement avec le Prospectus de Base. Des exemplaires du Prospectus de Base sont publiés, conformément à l’article 14 de la Directive Prospectus et sont disponibles sur le site Internet (a) de l’AMF (www.amf-france.org) et (b) de l’Emetteur (www.amundi-finance-emissions.com) et des copies pourront être obtenues au siège social de l’Emetteur et dans l’établissement désigné de l’Agent Payeur. Un résumé de l’émission est annexé aux présentes Conditions Définitives et comprend l’information contenue dans le résumé du Prospectus de Base ainsi que l’information pertinente des Conditions Définitives.

1.	(i) Emetteur :	Amundi Finance Emissions
	(ii) Garant :	Crédit Agricole S.A.
2.	(i) Souche N° :	19
	(ii) Tranche N° :	1
	(iii) Date à laquelle les Titres deviennent fongibles	Non Applicable
3.	Devise ou Devises Prévue(s) :	Euro (“€”)
4.	Montant Nominal Total :	L’objectif de Montant Nominal Total est de 100.000.000€. Il est susceptible d’être porté à un montant maximum de 150.000.000€.
	(i) Souche :	Objectif : 100.000.000€ Maximum : 150.000.000€
	(ii) Tranche :	Objectif : 100.000.000€ Maximum : 150.000.000€
5.	Prix d’Emission :	100 pour cent du Montant Nominal Total, soit 100 € par Titre
6.	(i) Valeur Nominale Indiquée :	100 €
	(ii) Montant de Calcul :	Valeur Nominale Indiquée
7.	(i) Date d’Emission :	5 février 2016
	(ii) Date de Conclusion :	4 janvier 2016
	(iii) Date de Début de Période d’Intérêts :	Non Applicable

8.	Date d'Echéance :	5 février 2026
9.	Base d'Intérêt :	Non Applicable
10.	Base de Remboursement/Paiement :	Remboursement Indexé sur Fonds
11.	Changement de Base d'Intérêt / Paiement :	Non Applicable
12.	Options de remboursement au gré de l'Emetteur/des Porteurs ou autres options au gré de l'Emetteur/des Porteurs:	Non Applicable
13.	Dates des autorisations d'émission :	31 juillet 2015
14.	Méthode de placement :	Non-syndiquée
15.	Titres Hybrides	Non Applicable
STIPULATIONS RELATIVES AUX INTERETS (EVENTUELS) A PAYER		
16.	Stipulations relatives aux Titres à Taux Fixe	Non Applicable
17.	Stipulations relatives aux Titres à Taux Variable et aux Titres Indexés sur Taux	Non Applicable
18.	Stipulations relatives aux Titres à Coupon Zéro	Non Applicable
19.	Stipulations relatives aux Titres dont les Intérêts sont Indexés sur un Sous-Jacent	Non Applicable
STIPULATIONS RELATIVES AU REMBOURSEMENT		
20.	Option de remboursement au gré de l'Emetteur	Non Applicable
21.	Option de remboursement au gré des Porteurs	Non Applicable
22.	Montant de Remboursement Final de chaque Titre	Montant de Remboursement Final Indexé sur un Sous Jacent
23.	Stipulations relatives aux Titres dont le Montant de Remboursement est Indexé sur un Sous-Jacent	Applicable

(A)	DISPOSITIONS RELATIVES AU SOUS-JACENT	
(1)	Montant de Remboursement Indexé sur Action :	Non Applicable
(2)	Montant de Remboursement Indexé sur Indice	Non Applicable
(3)	Montant de Remboursement Indexé sur Fonds :	Applicable
	(i) Type de Titres :	Titres Indexés sur Fonds lié à une Part de Fonds unique
	(ii) Fonds/Panier de Fonds :	OPCI IMMANENS – Code ISIN FR0011521848
	(iii) Bourse (pour les ETF) :	Non Applicable
	(iv) Prestataire Fonds : <ul style="list-style-type: none">• Société de Gestion• Dépositaire	Amundi Immobilier, 90 boulevard Pasteur, CS21564, 75730 Paris cedex 15 CACEIS Banque France
	(v) Partie responsable du calcul du Montant de Remboursement :	Agent de Calcul
	(vi) Cas de Perturbation Additionnels :	Non Applicable
	(vii) Heure Limite de Correction :	Non Applicable
	(viii) Part de Fonds Successeur :	Non Applicable
	(ix) Pondération pour chaque Fonds composant le panier :	Non Applicable
	(x) Date Limite de Report	Non Applicable
	(xi) Evénement Extraordinaire Supplémentaire :	Non Applicable
(4)	Montant de Remboursement Indexé sur l'Inflation :	Non Applicable
(5)	Montant de Remboursement Indexé sur Taux de Change (FX)	Non Applicable

(B)	DISPOSITIONS RELATIVES AU REMBOURSEMENT FINAL	
(1)	MODALITES DE DETERMINATION DE LA VALEUR INITIALE DU SOUS-JACENT :	
	(i) Date de Détermination Initiale :	23 mars 2016
	• Dates d'Observation relatives à la (ou aux) Date(s) de Détermination Initiale	8 février 2016
	(ii) Valeur Initiale :	Déterminée conformément aux Modalités de Détermination de la Valeur précisées ci-dessous
	(iii) Modalités de Détermination de la Valeur pour la Valeur Initiale : (Section 1.2 de la Partie 2 des Modalités)	Valeur de Référence
	• Méthode de détermination de la Valeur Initiale	Méthode Ordre/Souscription
	• Commission de Souscription	3,90 %
(2)	MODALITES DE DETERMINATION DE LA VALEUR FINALE DU SOUS-JACENT :	
	(i) Modalités de Détermination de la Valeur pour la Valeur Finale à toute Date de Détermination du Montant de Remboursement : (Section 1.2 de la Partie 2 des Modalités)	Valeur de Référence
	• Méthode de détermination de la Valeur Finale	Méthode Ordre/ Remboursement
	• Commission de Rachat	Non Applicable
	• Dividendes Réinvestis	Applicable
	• Dates d'Observation relatives à toute Date de Détermination du Montant de	17 décembre 2025

	Remboursement :	
(3)	MODALITES DE DETERMINATION DE LA PERFORMANCE DU SOUS-JACENT	
	(i) Performance	Performance avec Plancher
	(ii) Plafond :	Non Applicable
	(iii) Plancher :	0 %
	(iv) K	Non Applicable
	(v) X (-Meilleures):	Non Applicable
(4)	MODALITES DE DETERMINATION DU REMBOURSEMENT FINAL:	
I	Dispositions relatives au Montant de Remboursement Final Indexé	Applicable
(1)	Remboursement Final Indexé :	Applicable
	(i) Taux de Participation :	60 %
	(ii) Montant de Remboursement Final :	$[1 + \text{Taux de Participation} \times \text{Performance du Sous-Jacent}] \times \text{Montant de Calcul}$
	(iii) Date de Détermination du Montant de Remboursement Final :	26 janvier 2026
	(iv) Convention de Jour Ouvré :	Convention de Jour Ouvré "Suivant"
(2)	Remboursement Final Indexé avec Levier :	Non Applicable
II	Dispositions relatives au Montant de Remboursement Final avec Barrière	Non Applicable
III	Dispositions relatives au Montant de Remboursement Final Convertible	Non Applicable
(C)	DISPOSITIONS RELATIVES AU REMBOURSEMENT ANTICIPE AUTOMATIQUE:	
	Evénement de Remboursement Anticipé Automatique :	Non Applicable

STIPULATIONS GENERALES APPLICABLES AUX TITRES		
24.	Forme des Titres :	Titres Dématérialisés au porteur
25.	Centre(s) d'Affaires ou autres stipulations particulières relatives aux Dates de Paiement :	Non Applicable
26.	Jour Ouvré de Paiement ou autres dispositions spéciales relatives aux Jours Ouvrés de Paiement :	Convention de Jour Ouvré "Suivant"
27.	Représentation des Porteurs :	<p>Les noms et coordonnées du Représentant titulaire de la Masse sont :</p> <p>CACEIS CORPORATE TRUST (439 430 976 RCS PARIS) Adresse : 14, rue Rouget de Lisle – 92130 ISSY LES MOULINEAUX Représenté par M. Jean-Michel DESMAREST Fonction : Directeur Général de CACEIS Corporate Trust</p> <p>Les noms et coordonnées du Représentant suppléant de la Masse sont :</p> <p>CACEIS BANK FRANCE (692 024 722 RCS PARIS) Adresse : 1-3, place Valhubert – 75013 PARIS Représenté par M. Philippe DUPUIS Fonction : Directeur Général de CACEIS BANK</p> <p>Le Représentant de la Masse percevra une rémunération de 500 € par an au titre de ses fonctions.</p>
28.	Nom et adresse de l'Agent Placeur :	<p>Amundi Finance (421 304 601 RCS PARIS) Adresse : 90 boulevard Pasteur, 75015 Paris</p>
29.	Offre Non Exemptée :	<p>Les Titres ne peuvent être offerts par les Agents Placeurs et les Caisses Régionales de Crédit Agricole (collectivement dénommés, avec l'Agent Placeur, les "Offrants Autorisés") autrement qu'en vertu de l'article 3(2) de la Directive Prospectus en France ("Pays de l'Offre au Public") pendant la période du 7 janvier 2016 au 29 janvier 2016 ("Période d'Offre"). Voir également paragraphe 8 de la Partie B ci-dessous.</p>
30.	Commission et concession totales :	1,10 pour cent par an maximum du Montant Nominal Total

Signé pour le compte de l'Emetteur :

Par : P. ROSIO

Dûment habilité

Amis

Signé pour le compte du Garant :

Par : O. BÉLORGEY

Dûment habilité

O. BÉLORGEY

PARTIE B – AUTRES INFORMATIONS

1. ADMISSION A LA COTE OFFICIELLE ET A LA NEGOCIATION

- | | | |
|-------|---|---|
| (i) | Admission à la Cote Officielle | Euronext Paris |
| (ii) | Admission à la Négociation | Une demande sera déposée par l'Emetteur (ou pour son compte) afin que les Titres soient admis à la négociation sur Euronext Paris avec effet à compter du 9 février 2016. |
| (iii) | Estimation des frais totaux liés à l'admission à la négociation : | 3 900 € |

2. INTERETS DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'OFFRE

Exception faite des commissions versées aux Offrants Autorisés, aucune personne participant à l'offre des Titres ne détient, à la connaissance de l'Emetteur, un intérêt significatif dans l'offre. L'Agent Placeur, les Offrants Autorisés et leurs affiliés ont conclu et peuvent conclure à l'avenir des opérations de financement et des opérations commerciales, et pourront fournir d'autres services à l'Emetteur, au Garant et/ou leurs affiliés dans le cours normal des affaires.

3. RAISONS DE L'OFFRE, ESTIMATION DES PRODUITS NETS ET DES FRAIS TOTAUX

- | | |
|-------------------------------------|--|
| (i) Raisons de l'offre : | Non Applicable |
| (ii) Estimation des Produits nets : | Les produits nets estimés sont égaux au Montant Nominal Total de la Tranche. |
| (iii) Estimation des Frais Totaux : | Il n'y a pas d'autres frais versés au titre de l'émission des Titres que ceux définis à la Partie A-30 et à la Partie B-1(iii) |

4. PERFORMANCE DU SOUS-JACENT

Des informations sur les performances passées et futures et la volatilité du Fonds IMMANENS peuvent être obtenues auprès d'Amundi Immobilier, 90 boulevard Pasteur, CS21564, 75730 Paris cedex 15 et sur le site www.amundi-immobilier.com

5. INFORMATIONS PRATIQUES

- | | |
|---|---------------------------|
| Code ISIN : | FR0013072675 |
| Code Commun : | 134182695 |
| Tout(s) système(s) de compensation autre(s) que Euroclear France/Euroclear Bank S.A./N.V. et Clearstream Banking société anonyme et numéro(s) d'identification correspondant(s) : | Non Applicable |
| Livraison : | Livraison contre paiement |

Noms et adresses du ou des Agents Payeurs initiaux : CACEIS Corporate Trust

Noms et adresses du ou des Agents Payeurs supplémentaires (le cas échéant) : Non Applicable

6. MODALITÉS DE L'OFFRE

Montant total de l'émission/ de l'offre : Le Montant Nominal Total définitif de l'émission sera publié sur le site internet de l'Emetteur (www.amundi-finance-emissions.com)

Période d'Offre : Du 7 janvier 2016 (inclus) au 29 janvier 2016 (inclus) sous réserve de clôture anticipée au gré de l'Emetteur.

Prix d'Offre : L'Emetteur offre les Titres à l' Agent Placeur au Prix d'Offre initial de 100 € par Titre

Conditions auxquelles l'offre est soumise : Les offres de Titres sont conditionnées à leur émission et à toutes modalités complémentaires décrites dans les standards des Offrants Autorisés, tels que notifiés aux investisseurs par lesdits Offrants Autorisés.

Description de la procédure de souscription (incluant la période durant laquelle l'offre sera ouverte et les possibles amendements) : Les souscriptions des Titres auprès du public, dans la limite du nombre de Titres disponibles, seront reçues aux guichets des agences des Caisses Régionales de Crédit Agricole, soit sous forme de Titre en direct soit sous forme d'unité de compte au sein de contrats d'assurance vie.

Dans ce second cas de figure, il existe des frais liés aux contrats d'assurance vie indiqués dans la notice d'information remise lors de l'adhésion au contrat. La fiche descriptive de ce Titre sera également remise au souscripteur.

Description de la possibilité de réduire les souscriptions et des modalités de remboursement des sommes excédentaires versées par les souscripteurs : Non Applicable

Informations concernant le montant minimum et/ou maximum de souscription (exprimé soit en nombre de valeurs mobilières, soit en somme globale à investir) : Non Applicable

Informations sur la méthode et les dates limites de libération et de livraison des Titres : Les Titres seront émis à la Date d'Emission contre paiement à l'Emetteur des montants nets des souscriptions.

Modalités et date de publication des résultats de l'offre : Le Montant Nominal Total définitif sera publié sur le site internet de l'Emetteur (www.amundi-finance-emissions.com) en date du 4 février 2016.

Procédure d'exercice de tout droit préférentiel, négociabilité des droits de souscription et traitement des droits de souscription non exercés : Non Applicable

Si l'offre est faite simultanément sur les marchés de plusieurs pays, et si une tranche a été ou est réservée à certains investisseurs potentiels, indiquer quelle est Non Applicable

cette tranche :

Procédure de notification aux souscripteurs du montant qui leur a été attribué et mention indiquant si la négociation peut commencer avant la notification : Les investisseurs seront informés par les Offrants Autorisés concernés de leurs attributions de Titres et de la méthode de règlement applicable

Montant de tous frais et taxes spécifiquement facturés au souscripteur ou à l'acheteur : Non Applicable

Etablissement(s) Autorisé(s) dans les pays où se tient l'offre : tout Offrant Autorisé qui satisfait les conditions énoncées ci-dessous "Conditions liées au consentement de l'Emetteur pour l'utilisation du Prospectus de Base"

Conditions liées au consentement de l'Emetteur pour l'utilisation du Prospectus de Base : Les conditions du consentement de l'Emetteur sont telles que ce consentement (a) n'est valable que pendant la Période d'Offre ; (b) ne porte que sur l'utilisation du Prospectus de Base pour faire des Offres Non Exemptées de la Tranche de Titres concernée en France.

7. PLACEMENT ET PRISE FERME

Nom(s) et adresse(s) du (des) coordinateur(s) de l'ensemble de l'offre et de ses différentes parties et, dans la mesure où cette information est connue par l'Emetteur ou de l'offreur, des placeurs concernés dans les différents pays où l'offre a lieu : Amundi Finance a désigné les Offrants Autorisés suivants pour offrir les Titres au public en France :

Le nom et l'adresse des Offrants Autorisés (les 39 Caisses Régionales de Crédit Agricole) sont indiqués sur le site : www.creditagricole.info/fnca/esn_5067/notre-implantation

Nom et adresse des intermédiaires chargés du service financier et ceux des dépositaires dans chaque pays concerné : Non Applicable

Entités ayant convenu d'une prise ferme et entités ayant convenu de placer les Titres sans prise ferme en vertu d'une convention de placement pour compte. Non Applicable

Nom et adresse des entités qui ont un engagement ferme d'agir en qualité d'intermédiaires habilités sur le marché secondaire, en fournissant la liquidité à des prix achat/vente et description des conditions principales de leur engagement : Deutsche Bank AG, London Branch
1 Great Winchester Street
London EC2N 2DB

ANNEXE – RESUME DE L'EMISSION

Ce résumé concerne les Titres CA Oblig Immo (Février 2016) décrits dans les conditions définitives (les "Conditions Définitives") auxquelles ce résumé est annexé. Ce résumé comprend l'information contenue dans le résumé du Prospectus de Base relatif aux Titres ainsi que l'information pertinente des Conditions Définitives. Les termes et expressions définis dans le Prospectus de Base et les Conditions Définitives auront la même signification lorsqu'employés dans le présent résumé.

Ce résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus de Base et aux Conditions Définitives (ensemble, le "Prospectus") et est fourni comme une aide aux investisseurs envisageant d'investir dans les Titres, mais ne se substitue pas au Prospectus. Toute décision d'investir dans les Titres devrait être prise au regard du Prospectus dans son ensemble, ce inclus tous documents incorporés par référence.

Les résumés sont constitués d'éléments d'information dont la communication est requise par l'Annexe XXII du Règlement Délégué (UE) n°486/2012, tel que modifié, dénommés "Eléments". Ces éléments sont numérotés dans les sections A - E (A.1 - E.7).

Le présent résumé contient l'ensemble des Eléments qui doivent être inclus dans un résumé pour ce type de titres et d'Emetteur. L'insertion de certains Eléments n'étant pas obligatoire, il est possible qu'il y ait des sauts de la numérotation dans la séquence des Eléments.

Même si l'insertion dans le résumé d'un Elément peut être requise en raison du type des titres et d'Emetteur, il est possible qu'aucune information pertinente ne puisse être donnée concernant cet Elément. Dans ce cas, une brève description de l'Elément est insérée dans le résumé accompagnée de la mention "sans objet".

		Section A – Introduction et avertissements
A.1	Introduction :	<p>Veuillez noter que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le présent résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus de Base et des Conditions Définitives ; • toute décision d'investir dans les Titres doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus de Base et des Conditions Définitives par l'investisseur ; • lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus de Base et les Conditions Définitives est intentée devant un tribunal, l'investisseur peut, selon la législation nationale des Etats membres, avoir à supporter les frais de traduction du prospectus avant le début de la procédure judiciaire ; et • une responsabilité civile n'est attribuée qu'aux personnes qui ont présenté le résumé, y compris sa traduction, mais uniquement si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus de Base ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus de Base et des Conditions Définitives, les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans les Titres.
A.2	Consentement :	<ul style="list-style-type: none"> • L'Emetteur et le Garant consentent à l'utilisation du Prospectus de Base dans le cadre d'une Offre Non-exemptée par tout intermédiaire financier autorisé à faire de telles offres en vertu de la Directive 2004/39/CE du 21 avril 2004 concernant les Marchés d'Instruments Financiers, telle que modifiée • La Période d'Offre durant laquelle de telles offres peuvent être faites commence le 7 janvier 2016 (inclus) et se termine le 29 janvier 2016 à 17h00 (inclus). Les Etats Membres dans lesquels les intermédiaires financiers peuvent utiliser le Prospectus de Base en vue d'une telle

		<p>offre sont les suivants : la France. Liste et identité du ou des intermédiaires financiers qui sont autorisés à utiliser le Prospectus de Base : l'Agent Placeur et les 39 Caisses Régionales de Crédit Agricole (chacun un "Offrant Autorisé"). Un investisseur qui souhaite acquérir ou qui acquiert des Titres auprès d'un Offrant Autorisé pourra le faire, et les offres et ventes des Titres à un investisseur par un Offrant Autorisé seront effectuées conformément aux modalités et autres accords conclus entre cet Offrant Autorisé et cet investisseur y compris, s'agissant du prix, de l'allocation, des accords de règlement et de toutes dépenses ou taxes facturées à l'investisseur (les "Modalités de l'Offre Non-exemptée"). Ni l'Emetteur ni le Garant ne seront partie à ces accords avec les investisseurs (autres que l'Agent Placeur) en ce qui concerne l'offre ou la vente des Titres et, en conséquence, le Prospectus de Base et les Conditions Définitives ne contiennent pas ces informations. Les Modalités de l'Offre Non-exemptée seront fournies aux investisseurs par ledit Offrant Autorisé pendant la période concernée. Ni l'Emetteur, ni le Garant, ni l'Agent Placeur ou d'autres Offrants Autorisés ne sauraient être tenus responsables de cette information ni de son utilisation par les investisseurs concernés.</p>
--	--	---

		Section B – Emetteur et Garant
B.1	Raison sociale et nom commercial de l'Emetteur :	<p>Amundi Finance Emissions sera l'émetteur des Titres (l'"Emetteur").</p> <p>Crédit Agricole S.A. sera le garant des Titres émis (le "Garant").</p>
B.2	Siège social et forme juridique de l'Emetteur, la législation régissant son activité ainsi que son pays d'origine :	<p><u>Amundi Finance Emissions</u></p> <p>Amundi Finance Emissions est une société anonyme de droit français à conseil d'administration, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 529 236 085. Le siège social se situe au 90, boulevard Pasteur, 75015 Paris, France.</p> <p><u>Crédit Agricole S.A.</u></p> <p>Crédit Agricole S.A. est régi par le droit français et constitué en France sous la forme d'une société anonyme soumise aux dispositions applicables aux sociétés commerciales de forme anonyme, aux lois spécifiques régissant le Garant (articles 512-47 et suivant du Code monétaire et financier), et à ses statuts. Le Garant a été agréé en qualité de d'établissement de crédit – banque mutualiste ou coopérative en France par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et son siège commercial est situé au 12 Place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex, France.</p>
B.4b	Tendances :	<p>Environnement économique et financier</p> <p><i>Les conditions macroéconomiques et des marchés financiers ont un impact sur l'Emetteur, le Garant, et les marchés sur lesquels ils opèrent.</i></p> <p>Alors que la reprise se confirme aux Etats-Unis, la croissance peine à redémarrer en zone Euro. Cela se traduit par une divergence croissante des anticipations de politique monétaire selon les pays. Un début de normalisation (remontée des taux directeurs) aux Etats-Unis est attendu au 3ème trimestre 2015 : contraste saisissant avec la politique ultra accommodante de la Banque Centrale Européenne, qui a (enfin) opté pour</p>

		<p>un véritable « Quantitative Easing ».</p> <p>La désynchronisation, à la fois, des positions dans le cycle de croissance et des politiques monétaires justifie des évolutions divergentes des taux d'intérêt à long terme. Les taux longs devraient remonter lentement aux Etats-Unis et rester durablement à un niveau historiquement très bas en zone Euro (Bund et OAT). Les primes de risque offertes par les pays périphériques de la zone Euro se sont contractées. Enfin, en raison, notamment, d'un différentiel de rendements particulièrement attractif, le dollar s'est nettement apprécié vis-à-vis de l'euro.</p> <p>Dans un environnement de taux d'intérêt sans risques très faibles, la stratégie de recherche de rendements et l'adhésion des marchés à un scénario de reprise sans heurts aux Etats-Unis sont favorables aux actions et aux marchés du crédit («investment grade et high yield»). L'attrait pour les classes d'actifs diversifiantes (crédit et actions) hors obligations d'Etat recèle des risques. Ces marchés sont exposés à un risque de correction en cas de déception sur la croissance ou de remontée trop violente des taux d'intérêt aux Etats-Unis.</p> <p><i>Les actions législatives et les mesures réglementaires en réponse à la crise financière globale ont une incidence sur le Groupe Crédit Agricole et l'environnement économique et financier dans lequel ils opèrent.</i></p> <p>Les mesures qui ont été ou pourraient être adoptées comprennent des exigences en capital et de liquidité plus strictes, des taxes sur les transactions financières, des limites ou impôts sur la rémunération des employés au-delà de certains niveaux, des limites sur le type d'activités que les banques commerciales peuvent entreprendre ou bien de nouvelles mesures de séparations pour certaines activités, des normes prudentielles renforcées applicables aux grands organismes bancaires non-US, des restrictions sur le type d'entités autorisées à mener des activités de swaps, des restrictions sur les types d'activités financières ou produits tels que les instruments dérivés, les amortissements obligatoires ou conversion en capital de certains titres de créances, des plans de relance et de résolution améliorés, des méthodologies de pondération révisées et la création de nouvelles entités de régulation, y compris le transfert de certaines compétences de supervision vers la BCE, qui sont entrées en vigueur le 4 novembre 2014.</p> <p>Certaines de ces nouvelles mesures sont des propositions en cours de discussion et susceptibles d'être révisées ou interprétées différemment, et doivent encore être adaptées au cadre de chaque pays par ses régulateurs nationaux. Des incertitudes subsistent néanmoins quant à ces nouvelles mesures législatives et réglementaires.</p>
B.5	Le groupe et la position de l'Emetteur au sein du groupe :	L'Emetteur est une filiale à 99,96% d'Amundi Finance entrant dans le périmètre d'application du régime de gouvernance d'entreprise suivi par le groupe Amundi, qui vise à s'assurer que le contrôle direct ou indirect exercé sur l'Emetteur n'est pas abusif. Amundi Finance est une filiale du groupe Amundi qui fait partie du groupe Crédit Agricole comme indiqué au B.13 ci-dessous.

		<p style="text-align: center;">AMUNDI (SA)</p> <pre> graph TD AMUNDI_SA[AMUNDI (SA)] -- 100% --> AMUNDI_ASSET[AMUNDI ASSET MANAGEMENT] AMUNDI_ASSET -- 76.13% --> AMUNDI_FINANCE[AMUNDI FINANCE] AMUNDI_FINANCE -- 99.96% --> AMUNDI_FINANCE_EMISSIONS[AMUNDI FINANCE EMISSIONS] AMUNDI_FINANCE -- 0.04% --> AMUNDI_FINANCE_EMISSIONS </pre> <p>Le Garant a été créé par une loi de 1920 afin de gérer la trésorerie d'un groupe de banques régionales mutualistes connues sous le nom de Caisses régionales de Crédit Agricole Mutuel (les "Caisses Régionales") et de les superviser pour le compte de l'État français. En 1988, l'État français a privatisé le Garant dans le cadre d'un processus de mutualisation, transférant la majorité des actions qu'il détenait dans le Garant aux Caisses Régionales. En 2001, le Garant a été introduit en bourse sur Euronext Paris. Au même moment, le Garant a acquis une participation de 25% dans chacune des Caisses Régionales, à l'exception de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Corse (détenue à 100% par le Garant depuis 2008). Ainsi comptait-on, au 31 décembre 2014, 39 Caisses Régionales, dont 38 détenues à environ 25% par Crédit Agricole S.A.</p> <p>Le Garant est l'Organe Central du « Réseau du Crédit Agricole », tel que défini par la loi française et comprenant essentiellement Crédit Agricole S.A., les Caisses Régionales, les Caisses Locales et, d'autres affiliés (essentiellement Crédit Agricole CIB). Le Garant coordonne la stratégie commerciale et marketing des Caisses Régionales, et, à travers ses filiales spécialisées, participe à la conception et à la gestion de produits financiers qui sont principalement commercialisés par les Caisses Régionales et LCL. En outre, le Garant, au titre de ses fonctions d'Organe Central du Réseau du Crédit Agricole, agit en qualité de « banque centrale » du réseau en matière de refinancement, supervision et lien avec l'ACPR et la Banque Centrale Européenne (« BCE »), et gère et coordonne les risques financiers et de crédit de l'ensemble des membres du Réseau du Crédit Agricole et de ses affiliés. Conformément aux dispositions de l'article L.511-31 du Code monétaire et financier, en tant qu'Organe Central du Réseau du Crédit Agricole, le Garant doit prendre toute mesure nécessaire pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque membre du Réseau du Crédit Agricole ses affiliés ainsi que de l'ensemble du Réseau. Chacune des entités du Réseau du Crédit Agricole (y compris le Garant) et chacun des affiliés, bénéficie de ce mécanisme légal de solidarité financière interne.</p> <p>En outre, les Caisses Régionales garantissent en dernier ressort, au moyen d'une garantie solidaire et conjointe à hauteur de leurs fonds propres agrégés, l'ensemble des obligations du Garant envers les tiers pour couvrir toute insuffisance d'actif du Garant qui serait constatée à l'issue de sa liquidation ou de sa dissolution.</p> <p>La Directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (la « DRRB »), qui a fait l'objet d'une transposition en France par l'Ordonnance « <i>portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne en matière financière</i> » du 20 Aout 2015, institue un régime de résolution bancaire applicable aux établissements de crédit</p>
--	--	--

		<p>défaillants ou susceptible de le devenir ou nécessitant un soutien financier public exceptionnel.</p> <p>Ce régime de résolution n'a pas d'impact sur le mécanisme de solidarité financière prévu à l'article L.511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au Réseau du Crédit Agricole qui doit s'exercer préalablement à toute mesure de résolution. Cependant l'application au Groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution pourrait limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie consentie par l'ensemble des Caisses Régionales et décrite ci-dessus, dans la mesure où la résolution devrait intervenir avant la liquidation.</p>																																			
B.9	Prévision de bénéfice :	Sans objet. Ni l'Emetteur ni le Garant ne communiquent de prévisions de bénéfice.																																			
B.10	Réserve du Rapport d'Audit :	Sans objet. Aucune réserve n'est indiquée dans le rapport d'audit contenu dans les informations financières historiques incorporées de l'Emetteur et du Garant dans le Prospectus de Base.																																			
B.12	Informations financières historiques clés sélectionnées et changements significatifs de la situation financière ou commerciale de l'Emetteur après la période couverte par les informations financières historiques :	<p><i>Informations financières sélectionnées de l'Emetteur (en milliers d'euros)</i></p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>31/12/2013 (auditées)</th> <th>31/12/2014 (auditées)</th> <th>30/06/2015 (revue limitée)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Total du bilan</td> <td>368 791</td> <td>895 179</td> <td>965 728</td> </tr> <tr> <td>Dettes d'exploitation</td> <td>366 660</td> <td>1 632</td> <td>2 350</td> </tr> <tr> <td>Capitaux propres totaux</td> <td>2 132</td> <td>2 479</td> <td>2 880</td> </tr> <tr> <td>Résultat net</td> <td>-94</td> <td>347</td> <td>402</td> </tr> </tbody> </table> <p>Il ne s'est produit aucune détérioration significative de nature à avoir des répercussions sur les perspectives de l'Emetteur depuis la date de ses derniers états financiers vérifiés et publiés.</p> <p>Il ne s'est produit aucun changement significatif dans la situation financière ou commerciale de l'Emetteur de nature à avoir des répercussions sur les perspectives de l'Emetteur depuis le 30 juin 2015.</p> <p><i>Informations financières sélectionnées du Garant</i></p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>(Données consolidées en millions d'euros)</th> <th>31/12/2013 (retraitées, auditées)¹</th> <th>31/12/2014 (retraitées / revue limitée)²</th> <th>30/09/2014 (retraités / revue limitée)³</th> <th>30/09/2015 (revue limitée)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Compte de résultat</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Produit net bancaire</td> <td>15.682</td> <td>15.849</td> <td>11.972</td> <td>12.905</td> </tr> </tbody> </table>		31/12/2013 (auditées)	31/12/2014 (auditées)	30/06/2015 (revue limitée)	Total du bilan	368 791	895 179	965 728	Dettes d'exploitation	366 660	1 632	2 350	Capitaux propres totaux	2 132	2 479	2 880	Résultat net	-94	347	402	(Données consolidées en millions d'euros)	31/12/2013 (retraitées, auditées) ¹	31/12/2014 (retraitées / revue limitée) ²	30/09/2014 (retraités / revue limitée) ³	30/09/2015 (revue limitée)	Compte de résultat					Produit net bancaire	15.682	15.849	11.972	12.905
	31/12/2013 (auditées)	31/12/2014 (auditées)	30/06/2015 (revue limitée)																																		
Total du bilan	368 791	895 179	965 728																																		
Dettes d'exploitation	366 660	1 632	2 350																																		
Capitaux propres totaux	2 132	2 479	2 880																																		
Résultat net	-94	347	402																																		
(Données consolidées en millions d'euros)	31/12/2013 (retraitées, auditées) ¹	31/12/2014 (retraitées / revue limitée) ²	30/09/2014 (retraités / revue limitée) ³	30/09/2015 (revue limitée)																																	
Compte de résultat																																					
Produit net bancaire	15.682	15.849	11.972	12.905																																	

¹ Les informations au 31 décembre 2013 ont été retraitées des effets du changement de méthode comptable liés aux nouvelles normes de consolidation présentés en note 11 des comptes consolidés du Groupe Crédit Agricole au 31 décembre 2014. En outre, afin d'assurer la comparabilité des comptes, en application d'IFRS 5, les contributions au 31 décembre 2013 de l'entité Crelan ont été reclassées en Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession.

² Les informations au 31 décembre 2014 ont été retraitées suite à l'entrée en vigueur d'IFRIC 21

		<table border="1"> <tr> <td>Résultat brut d'exploitation</td> <td>4.548</td> <td>4.761</td> <td>3.710</td> <td>4.228</td> </tr> <tr> <td>Résultat net</td> <td>2.885</td> <td>2.760</td> <td>1.965</td> <td>2.985</td> </tr> <tr> <td>Résultat net (Part du Groupe)</td> <td>2.510</td> <td>2.344</td> <td>1.651</td> <td>2.634</td> </tr> </table>	Résultat brut d'exploitation	4.548	4.761	3.710	4.228	Résultat net	2.885	2.760	1.965	2.985	Résultat net (Part du Groupe)	2.510	2.344	1.651	2.634									
Résultat brut d'exploitation	4.548	4.761	3.710	4.228																						
Résultat net	2.885	2.760	1.965	2.985																						
Résultat net (Part du Groupe)	2.510	2.344	1.651	2.634																						
		<table border="1"> <thead> <tr> <th>(Données consolidées en milliards d'euros)</th> <th>31/12/2013 (retraitées/ revue limitée)³</th> <th>31/12/2014 (retraitées/ revue limitée)⁴</th> <th>30/09/2015 (revue limitée)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Total du Bilan</td> <td>1.518,8</td> <td>1.589,0</td> <td>1.524,0</td> </tr> <tr> <td>Prêts et créances sur la clientèle et les établissements de crédit</td> <td>673,1</td> <td>682,6</td> <td>685,7</td> </tr> <tr> <td>Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</td> <td>629,7</td> <td>615,2</td> <td>625,8</td> </tr> <tr> <td>Capitaux propres (part du Groupe)</td> <td>42,3</td> <td>50,1</td> <td>52,4</td> </tr> <tr> <td>Total capitaux propres</td> <td>47,9</td> <td>56,2</td> <td>57,6</td> </tr> </tbody> </table>	(Données consolidées en milliards d'euros)	31/12/2013 (retraitées/ revue limitée) ³	31/12/2014 (retraitées/ revue limitée) ⁴	30/09/2015 (revue limitée)	Total du Bilan	1.518,8	1.589,0	1.524,0	Prêts et créances sur la clientèle et les établissements de crédit	673,1	682,6	685,7	Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	629,7	615,2	625,8	Capitaux propres (part du Groupe)	42,3	50,1	52,4	Total capitaux propres	47,9	56,2	57,6
(Données consolidées en milliards d'euros)	31/12/2013 (retraitées/ revue limitée) ³	31/12/2014 (retraitées/ revue limitée) ⁴	30/09/2015 (revue limitée)																							
Total du Bilan	1.518,8	1.589,0	1.524,0																							
Prêts et créances sur la clientèle et les établissements de crédit	673,1	682,6	685,7																							
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	629,7	615,2	625,8																							
Capitaux propres (part du Groupe)	42,3	50,1	52,4																							
Total capitaux propres	47,9	56,2	57,6																							
		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Ratios de Crédit Agricole S.A.</th> <th>Jan 14 pro forma révisé (non audités)⁴</th> <th>31/12/2014 (non audités)</th> <th>30/09/2015 (non audités)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Bâle 3 Ratio Common Equity Tier 1 non phasé</td> <td>8,5%</td> <td>10,4%</td> <td>10,3%</td> </tr> <tr> <td>Bâle 3 Ratio Tier 1 phasé</td> <td>10,5%</td> <td>13,7 %</td> <td>13,4 %</td> </tr> <tr> <td>Bâle 3 Ratio global phasé</td> <td>15,6%</td> <td>19,6%</td> <td>19,8%</td> </tr> </tbody> </table>	Ratios de Crédit Agricole S.A.	Jan 14 pro forma révisé (non audités) ⁴	31/12/2014 (non audités)	30/09/2015 (non audités)	Bâle 3 Ratio Common Equity Tier 1 non phasé	8,5%	10,4%	10,3%	Bâle 3 Ratio Tier 1 phasé	10,5%	13,7 %	13,4 %	Bâle 3 Ratio global phasé	15,6%	19,6%	19,8%								
Ratios de Crédit Agricole S.A.	Jan 14 pro forma révisé (non audités) ⁴	31/12/2014 (non audités)	30/09/2015 (non audités)																							
Bâle 3 Ratio Common Equity Tier 1 non phasé	8,5%	10,4%	10,3%																							
Bâle 3 Ratio Tier 1 phasé	10,5%	13,7 %	13,4 %																							
Bâle 3 Ratio global phasé	15,6%	19,6%	19,8%																							
		<p>Il ne s'est produit aucune détérioration significative de nature à avoir des répercussions sur les perspectives du Garant depuis le 30 septembre 2015.</p> <p>Il ne s'est produit aucun changement significatif dans la situation financière ou commerciale du Garant de nature à avoir des répercussions sur les perspectives du Garant depuis le 30 septembre 2015.</p>																								
B.13	Evénements récents revêtant une importance significative pour l'évaluation de la	<p><u>Amundi Finance Emissions</u></p> <p>Communiqué d'Amundi du 11 novembre 2015 :</p> <p style="text-align: center;">Amundi⁵ annonce le succès de son introduction en bourse</p>																								

³ Les informations au 1er janvier 2014 et au 31 décembre 2014 ont été retraitées suite à l'entrée en vigueur d'IFRIC21.

⁴ Suppression de la marge de prudence équivalente à 8 milliards d'euros d'emplois pondérés

⁵ Le changement de dénomination sociale d'Amundi Group en Amundi a été autorisé par l'Assemblée générale mixte du 30 septembre 2015, avec effet et à compter de la date de première cotation des actions de la société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris.

	<p>solvabilité :</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Prix de l'offre à prix ouvert (« OPO ») et du placement global (« Placement Global », ensemble avec l'OPO, l'« Offre ») : 45,00 euros par action. • Taille initiale de l'Offre : 33 358 336 actions existantes cédées par Société Générale (l'« Actionnaire Cédant ») (les « Actions Cédées Initiales »), représentant 20 % du capital social d'Amundi (hors Offre Réservée aux Salariés, telle que définie ci-après), pour un montant d'environ 1 501 millions d'euros (hors exercice de l'option de surallocation). • En cas d'exercice de l'option de surallocation, cession par Crédit Agricole SA d'un maximum de 5 003 750 actions cédées supplémentaires, représentant un maximum de 3 % du capital social d'Amundi (hors Offre Réservée aux Salariés, telle que définie ci-après) (les « Actions Cédées Supplémentaires », ensemble avec les Actions Cédées Initiales, les « Actions Cédées »), susceptible de porter le nombre d'Actions Cédées à un maximum de 38 362 086 actions. L'exercice intégral de l'option de surallocation représente un montant d'environ 225 millions d'euros, susceptible de porter l'Offre à un montant maximum d'environ 1 726 millions d'euros. • Cession concomitante d'actions d'Amundi par Crédit Agricole SA à Faithful Way Investment Limited, filiale dédiée (<i>special purpose affiliate</i>) d'ABC International Holdings Limited (plateforme du groupe Agricultural Bank of China dédiée à la fourniture de services bancaires d'investissement), au prix de l'Offre et à la date de règlement-livraison de l'Offre, d'un nombre de 3 333 333 actions ordinaires, représentant 2 % du capital social d'Amundi (hors Offre Réservée aux Salariés, telle que définie ci-après), soit un investissement de 150 millions d'euros. • A l'issue de l'Offre, flottant d'environ 20 % des actions ordinaires composant le capital social d'Amundi, pouvant être porté à environ 23 % des actions ordinaires composant le capital en cas d'exercice intégral de l'option de surallocation. • Capitalisation boursière d'Amundi : sur la base du prix d'introduction de 45,00 euros par action et des 166 791 680 actions existantes à l'issue de l'Offre (hors Offre Réservée aux Salariés, telle que définie ci-après), environ 7,5 milliards d'euros. <p>Concomitamment à l'introduction en bourse, une offre de souscription d'actions est faite aux salariés et ayant droits assimilés, préretraités et retraités des sociétés du groupe Amundi adhérentes au Plan d'Epargne Entreprise de l'UES Amundi ainsi qu'aux salariés des sociétés du groupe Amundi adhérentes au Plan d'Epargne Groupe International d'Amundi (l'« Offre Réservée aux Salariés »).</p> <p>Le prix de souscription de l'Offre Réservée aux Salariés est fixé à 36,00 euros par action, représentant une décote de 20 % (arrondi au centime d'euro supérieur) par rapport au prix de l'Offre.</p> <p style="text-align: center;">*****</p> <p>Le 11 novembre 2015 – Amundi annonce aujourd'hui le succès de son introduction en bourse sur le marché réglementé d'Euronext à Paris.</p>
--	-----------------------------	---

L'Offre a été bien reçue par les investisseurs institutionnels français et internationaux et le prix de l'Offre a été fixé à 45,00 euros par action.

A l'occasion de cette opération, le montant de la cession des Actions Cédées Initiales par l'Actionnaire Cédant s'élève à environ 1 501 millions d'euros. En cas d'exercice intégral de l'option de surallocation, le montant maximum de la cession des Actions Cédées Supplémentaires par Crédit Agricole SA s'élèverait à environ 225 millions d'euros, susceptible de porter l'Offre à un montant maximum d'environ 1 726 millions d'euros.

Sur la base du prix d'introduction de 45,00 euros par action, et des 166 791 680 actions existantes à l'issue de l'Offre (hors Offre Réservée aux Salariés), la capitalisation boursière d'Amundi s'élève à environ 7,5 milliards d'euros.

Les négociations des actions d'Amundi débuteront le 12 novembre 2015 sur le marché réglementé d'Euronext à Paris (Compartiment A ; code ISIN : FR0004125920 ; code mnémorique : AMUN) sur une ligne de cotation intitulée « Amundi AIW » jusqu'à la date de règlement-livraison incluse de l'OPO et du Placement Global, prévue le 13 novembre 2015. Les négociations des actions d'Amundi sur le marché réglementé d'Euronext à Paris sur une ligne de cotation intitulée « Amundi » débuteront le 16 novembre 2015.

L'introduction en bourse d'Amundi sur le marché réglementé d'Euronext à Paris a pour objectif de permettre à Amundi d'accroître la visibilité et la notoriété du groupe, d'accéder à un nouveau mode de financement et d'accroître sa flexibilité stratégique et financière en vue de soutenir son développement en France et à l'international et à l'Actionnaire Cédant d'accéder à la liquidité. Par ailleurs, la cession par Crédit Agricole SA de ses actions dans le cadre de l'option de surallocation facilitera la bonne liquidité de l'action Amundi et la stabilisation du cours dans les jours qui suivront l'introduction en bourse. Seuls l'Actionnaire Cédant et Crédit Agricole SA percevront respectivement le produit de la cession des Actions Cédées Initiales et des Actions Cédées Supplémentaires.

CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'OPO ET DU PLACEMENT GLOBAL

Prix de l'Offre

Le prix de l'OPO et du Placement Global est fixé à 45,00 euros par action.

Répartition de l'Offre (hors option de surallocation)

- 32 892 081 actions ont été allouées au Placement Global (soit environ 1 480 millions d'euros ou environ 98,6 % des Actions Cédées Initiales).
- 466 255 actions ont été allouées à l'OPO (soit environ 21 millions d'euros ou environ 1,4 % des Actions Cédées Initiales).

		<p>Taille de l'Offre (hors option de surallocation)</p> <p>Sur la base des 33 358 336 Actions Cédées Initiales cédées par l'Actionnaire Cédant, représentant 20 % du capital social d'Amundi (hors Offre Réservée aux Salariés), le produit brut de l'OPO et du Placement Global représente un montant d'environ 1 501 millions d'euros (avant exercice de l'option de surallocation) sur la base du prix de l'Offre de 45,00 euros par action. Il est rappelé que seul l'Actionnaire Cédant percevra le produit de la cession des Actions Cédées Initiales.</p> <p>Option de surallocation</p> <p>Crédit Agricole SA a consenti à J.P. Morgan Securities plc (ou à tout entité agissant pour son compte), agissant au nom et pour le compte des établissements garants, une option de surallocation, exerçable du 11 novembre 2015 jusqu'au 11 décembre 2015 (inclus), portant sur un maximum de 15% du nombre d'Actions Cédées Initiales dans le cadre de l'Offre, soit un nombre maximum de 5 003 750 Actions Cédées Supplémentaires, représentant un maximum de 3 % du capital social d'Amundi (hors Offre Réservée aux Salariés). Il est rappelé que seul Crédit Agricole SA percevra le produit de la cession des Actions Cédées Supplémentaires.</p> <p>Dans l'hypothèse où l'option de surallocation serait intégralement exercée, l'Offre porterait ainsi sur un montant d'environ 1 726 millions d'euros, soit un nombre maximum de 38 362 086 Actions Cédées représentant environ 23 % des actions ordinaires composant le capital et des droits de vote d'Amundi (hors Offre Réservée aux Salariés).</p> <p>Cession concomitante d'actions d'Amundi</p> <p>Dans le cadre du projet d'admission des actions d'Amundi sur le marché réglementé d'Euronext à Paris, un accord a été conclu entre Amundi, Crédit Agricole SA et Faithful Way Investment Limited (l'« Investisseur »), filiale dédiée (<i>special purpose affiliate</i>) d'ABC International Holdings Limited (plate-forme du groupe Agricultural Bank of China dédiée à la fourniture de services bancaires d'investissement), prévoyant la cession par Crédit Agricole SA et l'acquisition par l'Investisseur, au prix de l'Offre et à la date de règlement-livraison de l'Offre, d'un nombre s'établissant à 3 333 333 actions ordinaires sur la base du prix d'introduction de 45,00 euros par action, représentant 2 % du capital social d'Amundi (hors Offre Réservée aux Salariés), soit un investissement de 150 millions d'euros.</p> <p>Calendrier</p> <p>Les négociations des actions d'Amundi débuteront le 12 novembre 2015 sur le marché réglementé d'Euronext à Paris (Compartiment A) sur une ligne de cotation intitulée « Amundi AIW » jusqu'à la date de règlement-livraison incluse de l'OPO et du Placement Global, prévue le 13 novembre 2015. A compter du 16 novembre 2015, les actions d'Amundi seront négociées sur le marché réglementé d'Euronext à Paris sur une ligne de cotation intitulée « Amundi ».</p>
--	--	--

Intermédiaires financiers

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Goldman Sachs International, J.P. Morgan Securities plc, Morgan Stanley & Co. International plc et Société Générale Corporate and Investment Banking agissent en qualité de Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés.

Citigroup Global Markets Limited, Deutsche Bank AG, London Branch, Merrill Lynch International et UBS Investment Bank agissent en qualité de Chefs de File et Teneurs de Livre Associés.

ABN AMRO Bank N.V, Banca IMI S.p.A, Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, S.A., Banco Santander, S.A., Nomura International Plc et UniCredit Bank AG, Milan Branch agissent en qualité de Co-Chefs de File.

Flottant

A l'issue de l'Offre, le flottant s'élèvera à environ 20 % des actions ordinaires composant le capital social d'Amundi (hors Offre Réservee aux Salariés) et pourra être porté à environ 23 % des actions ordinaires composant le capital en cas d'exercice intégral de l'option de surallocation.

Actionnariat

A l'issue de l'Offre, l'actionnariat d'Amundi ressortira comme suit⁶ :

Actionnaires	Détenion à l'issue de l'Offre (hors exercice éventuel de l'option de surallocation)			Détenion à l'issue de l'Offre (après exercice intégral de l'option de surallocation)		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Groupe Crédit Agricole ⁽¹⁾	130 100 011	78 %	78 %	125 096 261	75 %	75 %
Société Générale	0	0 %	0 %	0	0 %	0 %
ABC International Holdings Limited ⁽²⁾	3 333 333	2 %	2 %	3 333 333	2 %	2 %
Public	33 358 336	20 %	20 %	38 362 086	23 %	23 %
Total	166 791 680	100 %	100 %	166 791 680	100 %	100 %

(1) A l'issue de l'Offre :

- avant exercice éventuel de l'option de surallocation, Crédit Agricole SA détiendrait 127 805 080 actions et droits de vote, représentant 76,6 % du capital et des droits de vote d'Amundi, SACAM Développement détiendrait 2 294 927 actions et droits de vote, représentant 1,4 % du capital et des droits de vote d'Amundi, et SIGMA Investissement 41, SIGMA Investissement 42, SIGMA 39 et SIGMA 40 détiendraient

⁶ Les chiffres du tableau ne prennent pas en compte l'Offre Réservee aux Salariés.

		<p>chacune 1 action d'Amundi.</p> <ul style="list-style-type: none"> - après exercice intégral de l'option de surallocation, Crédit Agricole SA détiendrait 122 801 330 actions et droits de vote, représentant 73,6 % du capital et des droits de vote d'Amundi, SACAM Développement détiendrait 2 294 927 actions et droits de vote, représentant 1,4 % du capital et des droits de vote d'Amundi, et SIGMA Investissement 41, SIGMA Investissement 42, SIGMA 39 et SIGMA 40 détiendraient chacune 1 action d'Amundi. <p>(2) ABC International Holdings Limited (plateforme du groupe Agricultural Bank of China dédiée à la fourniture de services bancaires d'investissement), qui intervient au travers de Faithful Way Investment Limited, filiale dédiée (<i>special purpose affiliate</i>).</p> <p><u>Crédit Agricole S.A.</u></p> <p>Le Crédit Agricole confirme la signature d'un accord avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York à la suite de l'enquête relative à des pratiques de conformité et à des paiements en dollars américains non conformes aux sanctions économiques.</p>
B.14	Dépendance à l'égard des autres entités du groupe :	<p><u>Amundi Finance Emissions</u></p> <p>Voir l'Élément B.5 ci-dessus pour le groupe et la position de l'Émetteur dans le groupe.</p> <p>Amundi Finance Emissions est dépendant d'Amundi Finance, filiale du groupe Amundi détenu par le Groupe Crédit Agricole conformément au B.13 ci-dessus.</p> <p><u>Crédit Agricole S.A.</u></p> <p>Voir l'Élément B.5 ci-dessus pour le groupe et la position du Garant dans le groupe.</p>
B.15	Principales activités de l'Émetteur et du Garant :	<p>L'Émetteur a pour objet d'émettre et d'acquérir des instruments financiers de toute nature et de conclure les contrats qui y sont relatifs.</p> <p>Le Garant est organisé autour de six pôles métiers. Les deux premiers consistent en : (i) l'activité de banque de proximité en France du Groupe Crédit Agricole : les Caisses Régionales, sont consolidées par mise en équivalence et (ii) LCL, qui est consolidé par intégration globale par Crédit Agricole S.A.</p> <p>Les autres filiales du Garant sont regroupées autour de quatre autres pôles métiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) banque de proximité à l'international ; (ii) services financiers spécialisés ; (iii) gestion de l'épargne, assurance et banque privée ; et (iv) banque de financement et d'investissement.
B.16	Principaux actionnaires / Contrôle :	<p>L'Émetteur est détenu à 99,96% par Amundi Finance. entrant dans le périmètre d'application du régime de gouvernance d'entreprise suivi par le groupe Amundi.</p>

		<p>Amundi Finance est une filiale du Groupe Amundi qui fait partie du Groupe Crédit Agricole. Amundi Finance entre ainsi dans le périmètre de contrôle indirect de Crédit Agricole S.A.</p> <p>Au 30 septembre 2015, les Caisses Régionales contrôlaient, indirectement au travers de SAS Rue la Boétie, le Garant avec 56,71% du capital et 56,77% des droits de votes.</p>
B.17	Notations assignées à l'Emetteur et à ses Titres :	Sans objet. Ni l'Emetteur, ni les Titres ne font l'objet d'une notation de crédit.
B.18	Nature et objet de la Garantie :	<p>Montant Garanti Le Garant s'engage à payer aux Porteurs de Titres toute somme en principal et intérêts due au titre des Titres, en cas de non versement par l'Emetteur, pour quelque raison que ce soit, de ladite somme à sa date d'exigibilité.</p> <p>Type de Garantie Garantie à première demande inconditionnelle, autonome et irrévocable du Garant. Les obligations du Garant dans le cadre de la Garantie seront non subordonnées et dépourvues de sûretés et auront un rang <i>pari passu</i> avec toutes ses autres obligations, présentes et futures, non subordonnées et non assorties de sûretés, sous réserve des dispositions d'ordre public sous toute loi applicable.</p>
B.19	Informations concernant le Garant :	<i>Se reporter à l'ensemble des Eléments de la section B du présent résumé.</i>

		Section C – Les Titres
C.1	Nature et catégorie des Titres et numéro d'identification des Titres :	<p>Les Titres sont émis sous le numéro de Souche 19 et sous le numéro de Tranche 1.</p> <p>Les Titres sont des Titres sur le Fonds IMMANENS</p> <p>Le Code ISIN est : FR0013072675</p> <p>Le Code Commun est: 134182695</p>
C.2	Devises :	Les Titres sont libellés en euros
C.5	Libre négociabilité :	Sous réserve de certaines restrictions relatives à l'offre, la vente et la livraison des Titres et sur la distribution de documents d'offre aux Etats-Unis, dans l'Espace Economique Européen, au Royaume Uni, en France, à Monaco, en Suisse et en Belgique, il n'existe pas de restriction imposée à la libre négociabilité.
C.8	Les Droits attachés aux Titres, Rang et restrictions à ces Droits :	<p>Prix d'Emission : Les Titres peuvent être émis au pair ou avec une décote ou une prime par rapport à leur valeur nominale.</p> <p>Valeur Nominale des Titres : La Valeur Nominale Indiquée des Titres est</p>

	<p>100 €</p> <p>Rang de créance des Titres : Les Titres et, le cas échéant, les coupons d'intérêts relatifs aux Titres, constituent des engagements directs, inconditionnels, non assortis de sûretés et non subordonnés de l'Emetteur, et viennent au même rang (<i>pari passu</i>) entre eux et (sous réserve des exceptions prévues par la loi) au même rang que toutes les dettes et obligations de paiement non assorties de sûretés et non subordonnées de l'Emetteur, présentes ou futures.</p> <p>Rang de la Garantie : Les obligations du Garant aux termes de la Garantie des Titres émis par l'Emetteur constituent des engagements directs, inconditionnels, autonomes et irrévocables du Garant, qui viennent au même rang entre eux.</p> <p>Cas de Défaut : Si un Cas de Défaut se produit, les Titres pourront ou devront être rendus exigibles de façon anticipée par le Représentant de la Masse, de sa propre initiative ou sur demande écrite d'un ou plusieurs Porteurs de Titres, représentant, individuellement ou collectivement, au moins vingt-cinq pour cent (25%) du montant nominal total des Titres en circulation. Les Cas de Défaut applicables aux Titres sont les suivants :</p> <p>(1) <i>Défaut de paiement</i> : dans le cas où L'Emetteur ou le Garant, manquerait de payer un montant en principal ou un montant en intérêts dûs en vertu des Titres, dans un délai de trente (30) jours calendaires suivant sa date d'exigibilité ; ou</p> <p>(2) <i>Violation d'Autres Obligations</i> : dans le cas où l'Emetteur ou le Garant, manquerait d'exécuter ou de respecter l'une quelconque de ses autres obligations en vertu des Titres, et il ne serait pas remédié à ce manquement dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception par l'Emetteur et l'Agent Payeur d'une mise en demeure écrite à cet effet adressée par le Représentant de la Masse, précisant la nature de ce manquement et exigeant qu'il y soit remédié ; ou</p> <p>(3) <i>Insolvabilité</i> : (i) dans le cas où l'Emetteur ou le Garant proposerait un moratoire général sur ses dettes, (ii) l'Emetteur ou le Garant prendrait une mesure quelconque en vue de conclure un concordat avec ou au profit de ses créanciers en général, ou (iii) une décision serait prononcée ou une résolution effective adoptée en vue de la dissolution ou de la liquidation de l'Emetteur ou du Garant (autrement que pour les besoins ou dans le contexte d'une fusion, d'une restructuration ou d'un regroupement intervenant alors que l'Emetteur ou le Garant est in bonis); ou</p> <p>(4) <i>Garantie</i> : la Garantie cesse d'être pleinement en vigueur ou le Garant notifie que la Garantie cesse d'être pleinement en vigueur ou la Garantie devient nulle, résiliée ou résolue pour quelque raison que ce soit ou par l'effet d'une loi, d'un décret, d'une ordonnance ou d'un règlement dont la promulgation aurait comme résultat de soustraire les Titres à l'effet de la Garantie portant ou de mettre fin à la Garantie ou de la modifier de telle sorte que cela porte préjudice, de manière substantielle, aux intérêts des Porteurs, ou encore le Garant est dans l'impossibilité de respecter les termes de la Garantie pour quelque raison que ce soit.</p> <p>Fiscalité : Tous les paiements en principal et intérêts effectués sur les Titres par l'Emetteur et le Garant (le cas échéant) seront opérés sans aucune retenue à la source ni déduction au titre de tous impôts, taxes, droits, contributions ou charges gouvernementales de toute nature,</p>
--	--

		<p>imposés, prélevés ou collectés par tout pays ou subdivision politique ou toute autorité de celui-ci ayant le pouvoir de prélever l'impôt, à moins que cette retenue à la source ou cette déduction ne soit prescrite par la loi. Ni l'Emetteur ni le Garant (le cas échéant) ne sera tenu de faire un paiement majoré pour compenser une telle retenue à la source ou déduction.</p> <p><i>Droit applicable</i> : Les Titres et la Garantie seront régis par le droit français.</p>
C.9	<p>Intérêts, Remboursement et Représentation :</p>	<p>Voir l'Elément C.8 pour les Droits attachés aux Titres, Rang et restrictions à ces Droits.</p> <p><i>Taux d'intérêt nominal</i> :</p> <p>Intérêts : Les Titres ne portent pas intérêt.</p> <p><i>Remboursement</i> :</p> <p>Montant de Remboursement Final : A moins qu'il n'ait préalablement remboursé par anticipation, racheté ou annulé, chaque Titre sera remboursé le 5 février 2026 (la "Date d'Echéance") au Montant de Remboursement Final calculé tel que décrit dans l'Elément C.18.</p> <p>Remboursement Anticipé : Non Applicable.</p> <p>Remboursement Final Convertible : Non Applicable.</p> <p>Remboursement Anticipé pour raisons fiscales : les Titres peuvent également être remboursés par anticipation pour des raisons fiscales au gré de l'Emetteur au Montant de Remboursement Anticipé calculé conformément aux Modalités.</p> <p><i>Rendement</i> : Sans objet</p> <p><i>Représentant des Porteurs de Titres</i> : Les noms et coordonnées du représentant titulaire et du représentant suppléant des Porteurs de Titres sont :</p> <p>Représentant de la Masse titulaire : CACEIS CORPORATE TRUST (439 430 976 RCS PARIS) Adresse : 14, rue Rouget de Lisle – 92130 ISSY LES MOULINEAUX Représenté par M. Jean-Michel DESMAREST Fonction : Directeur Général de CACEIS Corporate Trust</p> <p>Représentant de la Masse suppléant : CACEIS BANK FRANCE (692 024 722 RCS PARIS) Adresse : 1-3, place Valhubert – 75013 PARIS Représenté par M. Philippe DUPUIS Fonction : Directeur Général de CACEIS BANK</p>
C.10	<p>Composante dérivée dans le paiement d'intérêts : (explication de la manière dont la valeur de l'investissement est affectée par la valeur du Sous-Jacent, en particulier dans les</p>	<p>Sans objet</p>

	circonstances où les risques sont les plus évidents) :	
C.11	Cotation et admission à la négociation :	Une demande a été déposée par l'Emetteur (ou en son nom) pour l'inscription des Titres à la cote officielle et l'admission à la négociation sur Euronext Paris.
C.15	Description de la manière dont la valeur de l'investissement est influencée par le Sous-Jacent : (à moins que les titres aient une valeur nominale d'au moins 100 000 euros) :	Le montant du remboursement dû au titre des Titres est calculé par référence au Sous-Jacent Voir également l'Elément C.18 ci-dessous.
C.16	Expiration / date d'échéance des instruments dérivés - date d'exercice / date finale de référence :	A moins qu'il n'ait été préalablement remboursé par anticipation, chaque Titre sera remboursé à la Date d'Echéance indiquée dans l'Elément C.9. au Montant de Remboursement Final.
C.17	Procédure de règlement des instruments dérivés :	Les Titres seront réglés en numéraire.
C.18	Modalités relatives au produit des instruments dérivés :	<p><i>Remboursement Final :</i></p> <p>A moins qu'il n'ait été préalablement remboursé par anticipation, racheté ou annulé, chaque Titre sera remboursé à la Date d'Echéance à son <i>Montant de Remboursement Final</i> calculé comme suit :</p> $\text{Montant de Remboursement Final} =$ $(1 + \text{Taux de Participation} \times \text{Performance du Sous Jacent}) \times \text{Montant de Calcul}$ <p>Où :</p> <ul style="list-style-type: none"> - "Performance du Sous-Jacent" désigne la Performance avec Plancher exprimée en pourcentage du Sous-Jacent déterminée par l'Agent de Calcul conformément aux dispositions de la Section 1.3 (<i>Modalités de Détermination de la Performance du Sous-Jacent</i>) des Modalités des Titres et calculée comme suit : $\text{Performance} = \text{Maxi} \left(\text{Plancher} ; \frac{\text{Valeur Finale}}{\text{Valeur Initiale}} - 1 \right)$ <p>Où :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plancher : 0% - Valeur Finale : Valeur de Référence telle que déterminée par l'Agent de Calcul à la Date de Détermination du Montant de Remboursement Final conformément aux dispositions de la Section 1.2 (<i>Modalités de Détermination de la Valeur Finale du Sous-Jacent</i>) des Modalités des Titres - Valeur Initiale : Valeur de Référence telle que déterminée

		<p>par l'Agent de Calcul à la Date de Détermination Initiale conformément aux dispositions de la Section 1.2 (<i>Modalités de Détermination de la Valeur Initiale du Sous-Jacent</i>) des Modalités des Titres</p> <ul style="list-style-type: none"> - Date de Détermination Initiale : 23 mars 2016 - Dates de Détermination du Montant de Remboursement Final : 26 janvier 2026 ; <p>- "Taux de Participation" : 60% ; et</p> <p>"Sous-Jacent" : fonds IMMANENS – Code ISIN FR0011521848</p>
C.19	Prix d'exercice / prix de référence final du sous-jacent :	La Valeur Finale du Sous-Jacent sera déterminée par l'Agent de Calcul conformément aux mécanismes de détermination indiqués à l'Elément C.18 ci-dessus.
C.20	Type de sous-jacent utilisé et où trouver les informations à son sujet :	Le Sous-Jacent est spécifié dans l'Elément C.18 ci-dessus. Des informations relatives au Sous-Jacent peuvent être obtenues auprès d'Amundi Immobilier, 90 boulevard Pasteur, CS21564, 75730 Paris cedex
C.21	Indication du marché sur lequel les valeurs seront négociées et à destination duquel le prospectus est publié :	Pour des indications sur le marché où les valeurs seront négociées et pour lequel le Prospectus de Base a été publié veuillez consulter l'Elément C.11.

		Section D – Risques
D.2	Principaux risques propres à l'Emetteur et au Garant :	<p><i>Certains facteurs de risques peuvent affecter la capacité de l'Emetteur à honorer ses obligations relatives aux Titres émis dans le cadre du Programme et du Garant à satisfaire ses obligations au titre de la Garantie.</i></p> <p><i>Facteurs de risques liés à l'Emetteur</i></p> <p><i>L'activité d'Amundi Finance Emissions consiste à emprunter et lever des fonds, incluant de manière non limitative l'émission de valeurs mobilières de toute nature, telles que les Titres. Amundi Finance Emissions utilise le produit net de l'émission de Titres pour les besoins du financement de son activité en général et la couverture de ses obligations en vertu des Titres. Amundi Finance Emissions ainsi utilise tout ou partie du produit de l'émission de Titres pour acquérir des actifs qui pourront être, de manière non limitative, une ou plusieurs valeurs mobilières, un ou plusieurs contrats de dépôt, un ou plusieurs contrats d'échange (les "Contrats de Couverture"). La capacité d'Amundi Finance Emissions à satisfaire ses obligations relatives aux Titres dépendra alors de la réception des paiements qui lui sont dus au titre de ces Contrats de Couverture. Par conséquent, les Porteurs seront, sous réserve des dispositions de la Garantie, exposés à la qualité de crédit de l'Emetteur et également à celle de ses contreparties et à leur capacité à satisfaire leurs obligations au titre des Contrats de Couverture.</i></p> <p><i>Facteurs de risques liés au Garant</i></p> <p><i>Il existe certains facteurs susceptibles d'affecter la capacité du Garant à</i></p>

		<p><i>remplir ses obligations au titre de la Garantie. Ces facteurs de risque sont liés au Garant, à son activité, à son secteur d'activité et à sa structure. Ces facteurs de risque incluent notamment</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Le risque inhérent aux activités bancaires, notamment les risques de crédit, de marché, de liquidité ainsi que le risque opérationnel et le risque d'assurance ;</i> - <i>La dégradation des conditions de marché et de l'environnement économique en Europe pourrait avoir un impact négatif sur les résultats et la situation financière du Garant la persistance ou la dégradation de ces conditions économiques et de marché défavorables pourrait aggraver leur impacts sur les institutions financières en général et sur le Garant en particulier.</i> - <i>Des mesures législatives et réglementaires prises en réponse à la crise financière mondiale pourraient affecter sensiblement le Garant ainsi que l'environnement économique et financier dans lequel il opère.</i> - <i>le Groupe Crédit Agricole est soumis à la supervision directe de la Banque Centrale Européenne depuis le 4 novembre 2014. Il n'est pas à ce jour possible d'évaluer l'impact de ce nouveau cadre de supervision sur le Groupe Crédit Agricole.;</i> - <i>Le Garant fait face à une concurrence intense ;</i> - <i>Bien que la contribution des Caisses Régionales au résultat net du Garant soit significative et bien que le Garant exerce des pouvoirs importants sur celles-ci au titre de sa fonction d'Organe Central du Réseau de Crédit Agricole, tel que défini dans le Code monétaire et financier, il ne contrôle pas les décisions prises par les sociétaires de celles-ci ;</i> - <i>Si les capacités du Fonds de Garantie s'avéraient insuffisantes à rétablir la liquidité et la solvabilité d'une Caisse Régionale, le Garant pourrait être amené à injecter dans le fonds des sommes supplémentaires ; et</i> - <i>Les Caisses Régionales détiennent une majorité des titres du Garant et pourraient avoir des intérêts divergents à ceux du Garant.</i>
D.3	Principaux risques propres aux Titres :	<p>En complément des risques propres à l'Emetteur et au Garant (y compris le risque de défaut) qui pourraient affecter la capacité de l'Emetteur et du Garant à remplir leurs obligations en vertu des Titres, certains facteurs sont importants afin d'évaluer les risques liés aux Titres émis. Ils incluent notamment les facteurs de risque liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à la liquidité/négociation des Titres sur le marché secondaire <p>Les Titres peuvent ne pas avoir un marché de négociation établi au moment de leur émission. Il ne peut être garanti qu'un marché actif des Titres se développera sur la bourse ou les Titres sont cotés ou qu'une liquidité existera à tout moment sur ce marché si ce marché se développe. En conséquence, les Porteurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leur Titres avant la Date d'Echéance.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • à la valeur de marché des Titres <p>La valeur de marché des Titres peut être affectée notamment par la solvabilité du Garant ainsi que par un certain nombre d'autres facteurs, y compris mais sans caractère limitatif, la valeur du Sous-Jacent (pour les Titres Indexés sur un Sous-Jacent), la durée restant à courir jusqu'à l'échéance et la volatilité, et ces facteurs signifient que la valeur de marché des Titres peut être inférieure au Montant de Remboursement Final.</p> • au taux de change <p>Les investisseurs dont les activités financières sont effectuées principalement dans une devise différente de la devise d'émission des Titres encourent un risque lié à la conversion des devises.</p> • à l'exposition, à la nature et aux caractéristiques du Sous-Jacent <p>Un investissement dans les Titres Indexés sur un Sous-Jacent incluent l'exposition à une action ou part de Fonds. Un tel Titre peut comporter un risque similaire ou supérieur (notamment en cas d'effet de levier) à un investissement direct dans le Sous-Jacent</p> <p>Le Sous-Jacent comporte des risques qui lui sont propres et qui expose le Porteur à une perte partielle ou totale de son investissement. Le montant des intérêts et/ou le montant de remboursement d'un tel Titre dépendra de la performance du Sous-Jacent et de la survenance d'événement pouvant affecter ledit Sous-Jacent.</p> • à la législation et à la fiscalité applicable aux Titres <p>Les Titres sont régis par la loi française à la date du Prospectus de Base. Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une décision judiciaire ou d'une modification de la législation ou de son interprétation postérieure à la date du Prospectus de Base.</p> <p>Les acquéreurs et les vendeurs potentiels de Titres doivent savoir qu'il est possible qu'ils aient à payer des taxes ou autre imposition ou droits similaires en application des lois et pratiques de l'Etat dans lequel les Titres sont transférés.</p> • au droit français des procédures collectives <p>Conformément au droit français des procédures collectives, les créanciers titulaires d'obligations sont automatiquement groupés en une assemblée unique de créanciers pour la défense de leurs intérêts communs en cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, procédure de sauvegarde financière accélérée ou de procédure de redressement judiciaire qui serait ouverte en France à l'encontre de l'Emetteur.</p> • à une modification des Modalités des Titres <p>Les Porteurs non présents et non représentés lors d'une Assemblée Générale votant les modifications des Titres, pourront se trouver liés par le vote des Porteurs présents ou représentés même si ils sont en désaccord avec ce vote.</p> • aux conflits d'intérêts potentiels entre l'Emetteur, le Garant, l'Agent de
--	---

		<p>Calcul et les Porteurs.</p> <p>L'Emetteur étant une filiale de l'Agent de Calcul, il n'est pas exclu que des conflits d'intérêt potentiels entre l'Emetteur et l'Agent de Calcul puissent affecter les Porteurs.</p> <p>Les Titres peuvent ne pas être un investissement approprié pour tous les investisseurs.</p> <p>Dans certaines circonstances, les Porteurs de Titres peuvent perdre l'intégralité ou une partie importante de leur investissement en principal ou de leur investissement en généra.</p>
D.6	Avertissement sur les risques :	<p>Voir l'Elément D.3 pour les risques clés propres aux Titres.</p> <p>AVERTISSEMENT : LES INVESTISSEURS QUI INVESTISSENT DANS LES TITRES QUI CONSTITUENT DES INSTRUMENTS DERIVÉS AU TITRE DU REGLEMENT 809/2004/CE TEL QUE MODIFIÉ, PEUVENT PERDRE L'INTEGRALITE DE LA VALEUR DE LEUR INVESTISSEMENT OU UNE PARTIE DE CELUI-CI.</p>

		Section E – Offre
E.2b	Raisons de l'offre et utilisation des produits :	Le produit net de l'émission de Titres sera utilisés par l'Emetteur pour les besoins du financement de son activité en général et la couverture de ses obligations en vertu des Titres.
E.3	Modalités et conditions de l'offre :	<p>Les Titres sont offerts dans le cadre d'une offre non exemptée en France</p> <p><i>Conditions de l'offre :</i> chaque Titre sera offert à la souscription pour un prix égal à 100 % de la Valeur Nominale Indiquée de ce Titre, soit 100 €</p> <p><i>Montant nominal total de l'émission :</i> Le montant nominal total des Titres émis et le produit net de l'émission des Titres seront déterminés par l'Emetteur au plus tard le 4 février 2016, et publiés par l'Emetteur sur le site internet de l'Emetteur (www.amundi-finance-emissions.com) en date du 4 février 2016.</p> <p><i>Période d'offre et procédure de souscription :</i> La Période d'Offre est du 7 janvier 2016 (inclus) au 29 janvier 2016 jusque 17h00 (inclus).</p> <p>Plan de distribution et allocation des valeurs mobilières</p> <p>Les souscriptions des Titres auprès du public, dans la limite du nombre de Titres disponibles, seront reçues aux guichets des agences des Caisses Régionales de Crédit Agricole, soit sous forme de Titre en direct soit sous forme d'unité de compte au sein de contrats d'assurance vie. Les Titres seront émis à la Date d'Emission contre paiement à l'Emetteur des montants nets des souscriptions.</p>
E.4	Intérêts déterminants pour l'émission :	Exception faite des commissions payables aux différentes parties intervenant à l'émission des Titres, aucune personne participant à l'émission des Titres ne détient, à la connaissance de l'Emetteur, un intérêt significatif dans l'émission.

E.7	Estimation des dépenses :	L'estimation des dépenses facturées à l'investisseur par l'Emetteur ou l'offreur concerné est de 1,10% par an maximum du montant nominal total des titres.
-----	----------------------------------	--